



RÉSUMÉ DE LA PRÉSENTATION DE L'IEPF-OIF AU CONSEIL CANADIEN POUR L'AFRIQUE

OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 2009

Mesdames et Messieurs,

C'est avec honneur et réel plaisir que je prends la parole devant vous au nom de Monsieur le SG/OIF Mr A.DIOUF et de Mr l'Administrateur de l'OIF, Monsieur Clément Duhaime, pour livrer la présente communication sur les axes enjeux de la Francophonie sur le continent africain.

L'Organisation Internationale de la Francophonie, composée de 70 États et gouvernements membres, compte 31 pays africains donc plus du tiers des membres et observateurs. La Francophonie regroupe en son sein l'OIF, les opérateurs que sont APF, AIMF, AUF, l'Université Senghor d'Alexandrie, TV5.

À côté de cette Francophonie institutionnelle, des corps de métiers et des professionnels des secteurs d'activités, présents dans l'espace francophone tels les magistrats, les juristes de l'environnement, les professeurs de français, les syndicats d'enseignants, les ingénieurs, les spécialistes de la mondialisation, le monde des affaires, les ONG pour ne citer que ceux-là sont réunis en associations et réseaux pour apporter leurs contributions à la constitution et à la consolidation d'une francophonie multidimensionnelle dans un système de mondialisation où les diversités linguistiques et culturelles ont besoin d'être confirmées et prises en charge.

L'OIF aura 40 ans l'année prochaine, elle a été créée en 1970 par les Présidents Diori, Senghor, Sihanouk, Bourguiba comme Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) puis Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF). Aujourd'hui, nous parlons de Francophonie qui regroupe tous ses acteurs avec le Secrétaire général, Monsieur l'Administrateur qui assure la mise en œuvre et le suivi des opérations demandées par les Chefs d'États et de gouvernements des pays membres.

Depuis le 10^e Sommet de Ouagadougou de 2004, la Francophonie s'est dotée d'un cadre stratégique décennal basé sur quatre missions principales qui devraient contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le cadre d'une coopération solidaire pour le développement durable de ses pays membres. Les missions sont :

- La promotion de la langue française et la diversité linguistique et culturelle (rôle joué dans la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle), Actions IFN, présence des CLAC.

- La promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix (activités d'accompagnement et appui des pays dans les processus démocratiques...).
- La promotion de l'éducation et la formation pour tous (Maison du savoir, IFADEM) et appui à des centres de formation et aux programmes scolaires d'enseignement et d'éducation.
- La promotion pour le développement durable et solidaire (appui dans le domaine de l'économie et de l'environnement).

L'IEPF basé à Québec depuis 21 ans intervient dans cette mission avec comme objectif la formation et le renforcement de capacités des pays en développement francophones dans le domaine de l'énergie et de l'environnement pour le développement durable. Les programmes développés à l'endroit des PED sont les suivants :

- L'accroissement des capacités institutionnelles et techniques pour l'élaboration et la mise en œuvre des SNDD avec des programmes sur les MPCD, les normes ISO et de DD.
- La vulgarisation de l'information pour le DD avec des outils de communication tels que Médiaterre, les revues LEF, Objectif Terre, contribution à la sortie du Bulletin des Négociations de la Terre distribués dans les réunions et conférences internationales.
- La maîtrise des outils de gestion de l'environnement, le développement durable (ESE, EIE, économie de l'environnement).
- Le renforcement de capacités pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques énergétiques (SIE, formation efficacité énergétique dans l'industrie et dans les bâtiments, dans les énergies renouvelables, dans la réglementation électrique) – 20 à 25 participants pour la formation qui est à renforcer.
- Le renforcement de capacités pour la participation des PED aux négociations multilatérales sur les initiatives sur l'environnement et de développement durable (formation sur les techniques de négociations, accompagnement technique des négociateurs des trois Conventions issues de Rio : CLD (Convention sur la lutte contre la désertification), CDB (Convention sur la diversité biologique), CCNUCC (Convention cadre Nations Unies sur les changements climatiques). Préparation de guides et autres documents techniques, concertation ministérielle - Préparation CdP15 et Nagoya (CdP /CLD...)

Je ne saurais terminer sans référence à la Déclaration de Québec issue du 12^e Sommet des Chefs d'états et des gouvernements qui a rappelé les engagements des gouvernements et états de la Francophonie sur les questions d'environnement et de développement durable précisément et qui renforcent les actions déjà entreprises.

La coopération canadienne (ACDI, MRI, H-Q) a régulièrement accompagné l'IEPF dans l'accomplissement de ses tâches de formation et de renforcement de capacités qui ont bénéficié de l'expertise du Canada, du Québec, et Nouveau-Brunswick à travers leurs universités et centres d'expertise tels que : l'Université Laval- Observatoire de l'Écopolitique Internationale, l'UQAM, l'Université de Sherbrooke, l'Université de Chicoutimi, l'Université de Moncton – l'ENAP, le BAPE.

La nouvelle démarche de la coopération avec l'Afrique qui soutend la philosophie de la présente rencontre et qui met en exergue la nécessité de contribuer à la construction et au développement de ce continent s'opérera certainement sur la formation et le renforcement des capacités techniques des ressources humaines africaines et la Francophonie se positionne déjà comme un partenaire de taille dans cette dynamique.